

# BILAN À 2 ANS

2017 • 2019

## Missions pour le quinquennat

**L'égalité entre les femmes et les hommes est la grande cause du quinquennat** : elle mobilise l'ensemble du Gouvernement et s'inscrit dans une stratégie interministérielle forte et ambitieuse. À l'école, dans la rue, au travail, dans les transports, dans les foyers, sur Internet etc. Le Gouvernement s'engage partout où les inégalités continuent de s'exercer

**La lutte contre les violences sexistes et sexuelles constitue le premier pilier de la grande cause du quinquennat** : loi du 3 août 2018 renforçant la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, plan de lutte contre les violences conjugales etc. Le Gouvernement a déjà fait beaucoup depuis le début du quinquennat, mais nous devons aller plus loin

**Un budget de 530 millions d'euros pour 2019** : jamais un gouvernement n'a mis autant d'argent sur la table pour l'égalité entre les femmes et les hommes

**Lutter contre les discriminations est le sens de l'action de ce Gouvernement** : chacun doit pouvoir faire ses choix, faire sa vie sans être assigné à résidence, empêché, traité différemment

## Les actions en quelques mots

**Diplomatie féministe**

**Réagir peut tout changer**

**Ne rien laisser passer**

**Tous unis contre la haine**

# Les mesures concrètes

## VOTE À L'UNANIMITÉ DE LA LOI DU 3 AOÛT 2018

**Allongement du délai de prescription** : pour les crimes sexuels commis sur mineurs

**Création de l'infraction d'outrage sexiste** : pour réprimer le harcèlement de rue

**Renforcement de la lutte contre les nouvelles formes d'agressions** : cyber-harcèlement, upskirting, drogue du viol

**+21,3%, soit 5,06 millions d'€**

accordés aux associations luttant contre les violences sexistes et sexuelles en 2018

**La France est le 1<sup>er</sup> pays au monde**

à verbaliser le harcèlement de rue

**447 amendes pour outrage sexiste**

depuis août 2018

## 2 100 chats traités

par les policiers et les gendarmes sur le portail de signalement en ligne des violences sexuelles et sexistes, débouchant sur près de 600 signalements

## 261 intervenants sociaux

en police et gendarmerie pour assurer une prise en charge sociale des victimes en situation de détresse et 73 psychologues recrutés au profit des commissariats

## 10 centres de prise en charge du psycho-trauma

pour les victimes de violences

## GRAND PLAN DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES CONJUGALES

**Formation des professionnels** de santé, police et justice

**Contrats locaux de lutte contre les violences** : partage d'alertes entre préfets, urgentistes, forces de l'ordre etc

**Plateforme de signalement en ligne** : pour échanger avec des policiers et gendarmes spécialement formés

« Réagir peut tout changer » : grande campagne de communication de 4 millions d'euros

## CONSEIL CONSULTATIF POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Dans le cadre de la présidence française du G7, ce conseil présidé par Denis Mukwege et Nadia Murad, prix Nobel de la paix, proposera un bouquet législatif des lois les plus avancées pour l'égalité entre les femmes et les hommes, qui se nommera le "partenariat de Biarritz"

**530 millions d'€**

votés dans le projet de loi de finances, seront attribués aux politiques publiques d'égalité entre les femmes et les hommes en 2019, contre 420 millions en 2018

**Fonds de 120 millions d'euros**

pour les ONG féministes des pays du Sud

## MISE EN PLACE DE L'INDEX DE L'ÉGALITÉ SALARIALE

**5 indicateurs** pour en finir avec les inégalités salariales entre les femmes et les hommes

## PARTENARIAT AVEC LE FESTIVAL DE CANNES

Reconduit cette année pour *prévenir et sensibiliser* face aux agressions sexuelles

**04 92 99 80 09** : mise en place d'un numéro de téléphone de signalement

## PLAN NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISÉMITISME

Présentation du plan national de lutte contre le racisme et l'antisémitisme (2018-2020)

## Budget annuel de 1,5 million d'€

pour conduire des actions de lutte contre la haine et les discriminations anti-LGBT au niveau national et local

## PLAN DE MOBILISATION CONTRE LA HAINE ET LES DISCRIMINATIONS ANTI-LGBT

**9 octobre 2018** : bilan à mi-étape du plan de mobilisation contre la haine et les discriminations anti-LGBT

**26 novembre 2018** : présentation en Conseil des ministres d'une série de mesures destinées à lutter contre les violences envers les personnes LGBT

## LANCEMENT DE LA BRIGADE ANTI-DISCRIMINATIONS

Mettre à disposition une *plateforme d'alerte*

*Sensibiliser toute la société* afin d'abaisser le seuil de tolérance face à la haine

*Évaluer la pertinence des politiques publiques existantes* et proposer des mesures concrètes et efficaces

## Augmentation de 11% du nombre de projets

soutenus au niveau local visant à lutter contre toutes les formes de haines et de discriminations entre 2018 et 2019

## À retenir sur les 12 derniers mois

**Vote à l'unanimité de la loi du 3 août 2018** renforçant la lutte contre les violences sexistes et sexuelles

**447 amendes pour outrage sexiste** depuis août 2018

**Installation du Conseil consultatif pour l'égalité entre les femmes et les hommes** dans le cadre de la présidence française du G7, qui proposera un bouquet législatif des lois les plus avancées pour l'égalité entre les femmes et les hommes, qui se nommera le "partenariat de Biarritz"

## L'impact du grand débat sur notre action

**Mieux prendre en compte la situation des mères isolées et des familles monoparentales** : une demande exprimée par de nombreuses mères isolées sur les ronds-points mais aussi lors des grands débats (Rennes, Dordogne, Paris, Gironde, Lot-et-Garonne, Sarthe, Pessac...)

**La proposition de créer une brigade anti-discriminations est une initiative citoyenne qui a immédiatement été saisie par la Ministre** : elle est aujourd'hui mise en œuvre

## Les priorités pour 2019

**Rendre le dispositif de recouvrement des pensions alimentaires véritablement efficace** en mettant en place un prélèvement automatique pour prévenir les impayés

**Mettre les femmes au cœur de la transformation de la fonction publique**

[egalite-femmes-hommes.gouv.fr](http://egalite-femmes-hommes.gouv.fr)